

NOTE CONCEPTUELLE

Une vision pour l'Afrique

«Étendre des services réguliers et fiables de collecte de déchets à tous. Une élimination sans risque des déchets résiduels sur des sites d'enfouissement techniques, tout en maximisant la récupération des ressources secondaires à travers des innovations sociales et technologiques appropriées pour l'Afrique »

Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Contexte & Justifications

Aujourd'hui, l'humanité génère plus de 2,01 milliards de tonnes de déchets ménagers chaque année¹. Ce volume de déchets est appelé à augmenter à mesure que la population mondiale continue de croître et, surtout, que les conditions de vie s'améliorent, affectent les modes de vie et de consommation, donnant lieu forcément à l'augmentation des déchets ménagers. Selon la Banque mondiale, la production mondiale de déchets devrait augmenter de 70 % d'ici 2050².

Au niveau de l'Afrique, un continent qui est en train de subir une transformation sociale, économique, écologique, culturelle et numérique majeure du fait de son explosion démographique, de l'urbanisation de ses territoires, des changements dans les modes de production et les habitudes de consommation de sa population. Une telle transformation entraîne forcément une croissance significative de la production de déchets, mettant à rude épreuve les services et les infrastructures publiques et privées de gestion des déchets déjà sous pression³. Selon le Magazine «Forbes» (2015), 16 des 25 villes les plus sales du monde se trouvent en Afrique, un continent où les décharges sont pleines à craquer, où des matériaux toxiques, des équipements électroniques et chimiques se mélangent aux ordures ménagères, où autant de détritrus traînent dans des infrastructures archaïques que dans la nature ou dans les rues. Parmi les pays les plus touchés par ce phénomène : le Mali, le Niger, l'Éthiopie, le Congo, le Tchad, la Tanzanie, le Burkina Faso, le Mozambique ou encore le Nigéria.

Dans la plupart des pays africains, le taux de collecte des déchets ménagers reste très faible (inférieur à 55%), outre le déversement illégal des déchets non collectés⁴. Ces déchets proviennent soit des habitations, des bâtiments administratifs, des commerces, des centres hospitaliers, des usines ou sont parfois importés d'autres pays. Ils sont en grande partie générés dans les centres urbains et leurs zones d'influence.

Bien que la production de déchets soit actuellement plus faible en Afrique que dans les pays développés, l'Afrique subsaharienne devrait devenir la région dominante au niveau mondial, en termes de production totale de déchets si les tendances actuelles persistent. La production de déchets en Afrique, comme dans d'autres régions en développement du monde, est alimentée par la croissance démographique (la population urbaine dans ce continent en Afrique augmente à un rythme plus rapide que sur tout autre continent (3,5% par an), l'urbanisation rapide et mal maîtrisée, l'augmentation de la classe moyenne, l'évolution des modes de production et des habitudes de consommation ainsi que le commerce et le trafic de déchets à l'échelle mondiale.

¹ <https://openknowledge.worldbank.org>.

² <https://fr.statista.com/infographie/27143/quantite-de-dechets-municipaux-generee-par-habitant-par-pays/>

³ L'Avenir de la Gestion des Déchets en Afrique, ONU Environnement, <https://www.wacaprogram.org/fr/knowledge/lavenir-de-la-gestion-des-dechets-en-afrique-synthese-pour-les-decideurs>.

⁴ <chrome-extension://efaidnbnmnibpcjpcqlclefndmkaj/https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/11/5.-Session-2-1b-FR.pdf>

Il s'agit là d'un Secteur névralgique qui recouvre une diversité de dimensions, de problématiques, de risques surtout pour la santé et l'environnement, mais aussi une multitude d'opportunités pour les pays africains⁵ : l'environnement institutionnel, l'organisation, le fonctionnement, les infrastructures et les services, les ressources humaines, les capacités et les connaissances, les modalités de collecte, de tri et de recyclage, les moyens financiers, les technologies, les données et les statistiques, les moyens de communication et de dialogue...

Quelques chiffres assez édifiants :

- 125 millions de tonnes de Déchets Solides Municipaux (DSM) générés en Afrique en 2012 ; chiffre qui va doubler d'ici à 2025 ;
- L'augmentation du volume de déchets en Afrique sera si importante que toute baisse de production de déchets dans d'autres régions du monde serait compensée par ce Continent ;
- Les services de collecte des déchets dans la plupart des pays africains sont insuffisants. Le taux moyen de DSM collectés est de 55% seulement.
- Plus de 90% de déchets générés en Afrique sont éliminés dans des dépotoirs anarchiques et des sites d'enfouissement avec incinération à ciel ouvert.
- 19 des 50 plus grands sites de déversement au monde sont situés en Afrique, tous en Afrique Sub-Saharienne ;
- En moyenne, 13% des DSM générés en Afrique sont des déchets plastiques et 57% sont des déchets organiques. La plupart de ces déchets sont actuellement déversé anarchiquement et représente donc une opportunité socio-économique significative pour les pays concernés ;
- Le recyclage prend de l'ampleur en Afrique, motivé davantage par la pauvreté, le chômage, et les besoins socio-économiques que par le secteur public et le secteur privé. 70 à 80% des DSM produits en Afrique sont recyclables, pourtant seulement 4% des DSM sont actuellement recyclés.
- Les collecteurs de déchets informels sont prompts à récupérer des objets utiles à un coût dérisoire pour les communes et les sociétés privées.
- Pour l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'insalubrité environnementale provoque plus de 12,6 millions de décès par an ; un chiffre qui devrait exploser dans les années à venir à cause du boom démographique et de l'urbanisation que connaît l'Afrique.

Il y a un besoin urgent pour les pays africains de répondre aux défis actuels de la gestion des déchets et de se préparer pour la croissance attendue de la production de déchets au cours du prochain siècle, tout en rappelant que l'Union Africaine s'est fixée l'ambition selon laquelle "les villes africaines recycleront au moins 50% des déchets qu'ils génèrent d'ici 2023".

Il convient de rappeler aussi que depuis ces dernières années, une réelle volonté politique est en train d'émerger et des investissements colossaux ont été mobilisés ayant permis, de mettre en place en un temps record de réels projets de valorisation des déchets, des systèmes performants de collecte et de tri, de construire de nouvelles infrastructures, de moderniser les anciennes, de sensibiliser la population aux bienfaits du recyclage, de créer des emplois dans le secteur de l'hygiène et de la propreté et de l'assainissement solide.

Comment dès lors changer le paradigme pour considérer les déchets non pas comme un problème à traîner, mais plutôt une ressource à valoriser dans l'ensemble de la dynamique du Développement durable ? Comment opérer cette transition en perspective ? Comment réussir une collecte efficace et efficiente des déchets ? Comment donner une deuxième vie aux déchets pour en tirer des bénéfices économiques et sanitaires pour toutes et pour tous ? A l'heure où le traitement des ordures est devenu un business grandissant et pèse plusieurs milliards de dollars, comment faire émerger et ancrer une responsabilité sociale des gouvernements -à tous les niveaux de gouvernance- et des entreprises ?

⁵ <https://unhabitat.org/fr/african-clean-cities-africas-waste-problems>

Dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, l'ODD 12 qui vise à « établir des modes de consommation et de production durables », est un appel pour les producteurs, les consommateurs, les communautés et les gouvernements à réfléchir sur leurs habitudes et usages en termes de consommation, de production de déchets, à l'impact environnemental et social de l'ensemble de la chaîne de valeur de nos produits. Plus globalement, cet ODD réclame de comprendre les interconnexions entre les décisions personnelles et collectives, et de percevoir les impacts de nos comportements respectifs entre les pays et à l'échelle mondiale.

Partant des rôles, responsabilités et compétences dévolues aux collectivités territoriales et plus précisément aux villes, communes, districts, comtés... (selon les appellations données dans chaque pays), ces institutions sont le niveau de gouvernance le plus proche pour impacter cette transformation sociale, économique, culturelle et technologique en matière de gestion des déchets et d'assainissement solide.

Les collectivités territoriales, en particulier les villes sont de plus en plus considérées comme des partenaires essentiels pour développer et mettre en œuvre des politiques publiques, assurer des services efficaces et équitables aux citoyens et bâtir des infrastructures nécessaires pour une gouvernance efficace et une gestion performante des déchets. C'est à ces entités que revient la responsabilité en effet de créer des territoires où il fait bon vivre pour populations, les citoyens et les communautés, de créer les conditions pour attirer les investissements et créer des emplois décents, d'assurer la collecte des déchets (quelque soit leur nature), la propreté des espaces publics et des espaces verts, d'œuvrer à l'embellissement, l'esthétique urbaine et l'hygiène publique.

Il s'agit de rôles, responsabilités et compétences dont la mise en œuvre affronte une multitude de défis et de problèmes, et qui nécessite des approches holistiques ainsi que l'implication de plusieurs autres acteurs.

Malgré ce contexte contraignant, les collectivités territoriales et surtout les villes/communes ont joué un rôle essentiel pendant toute la période de la pandémie du Covid-19, et leurs leaders et employé(e)s ont assuré la continuité du Service public de la gestion et la collecte des déchets, malgré les risques et au détriment de leur vie et de leur bien-être.

C'est pour valoriser ce Secteur et le mettre à niveau que Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) et l'Internationale des Services Publics (ISP) ont signé, en pleine pandémie du Covid-19, un Protocole d'entente ayant pour objectifs principaux :

- Permettre un accès équitable à des Services Publics Locaux de qualité pour toutes et tous ;
- Rendre les villes, les communautés et les territoires inclusifs et équitables ;
- Réaliser un développement socio-économique local durable et juste ;
- Renforcer les capacités et les compétences du personnel des Collectivités Territoriales afin de garantir des conditions de travail décentes, conformément à l'ODD 8 qui appelle à «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous».

Dans le cadre de ce Partenariat, CGLU Afrique et ISP ont convenu de lancer un premier Programme Pilote couvrant six (6) Villes/Communes/Municipalités africaines qui ont montré leur engagement pour la promotion des Services Publics de Qualité ainsi que le Travail décent au niveau particulièrement du Secteur de la Gestion des Déchets, à savoir :

1. Afrique du Nord : la Commune de Casablanca au Maroc : L'étude de cas pilote se concentrera sur la gestion des déchets solides dans la ville. L'objectif est d'examiner les possibilités et les obstacles à l'amélioration de la prestation de services et à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs par le biais d'un processus de dialogue social et d'engagement.

2. Afrique de l'Ouest, la Ville d'Abuja au Nigéria : l'étude de cas pilote portera sur le Dialogue social et l'engagement autour de la génération de revenus et de leur utilisation au niveau des Collectivités Territoriales.

3. Afrique Centrale, la Municipalité de N'Djamena au Tchad : Le Tchad est un pays confronté à des défis complexes et difficiles. La Fédération des Syndicats du Secteur Public du Tchad (FSPT) a déjà eu l'opportunité de travailler sur les conditions de travail et les questions de santé et de sécurité des éboueurs de la ville ; secteur constitué en grande partie de femmes.

4. Afrique de l'Est : la Municipalité d'Ilala en Tanzanie : La Municipalité d'Ilala est l'une des cinq Municipalités qui dépendent de Dar es Salaam. La gestion des déchets solides dans la ville pose de nombreux problèmes et défis. Le syndicat (TALGWU) a déjà joué un rôle actif en soulevant ces questions. L'objectif est d'améliorer la gestion des déchets, tout en améliorant les conditions de santé et de sécurité des travailleurs par le biais d'un processus de dialogue social et d'engagement avec les autorités/employeurs concernés.

5. Afrique Australe

5.1. la Municipalité de Mazabuka en Zambie : le pays se trouve dans une situation économique difficile. Il s'est toutefois engagé à décentraliser les services publics et à les confier aux Collectivités Territoriales. Le processus de décentralisation a été lent. L'un des principaux problèmes qui l'entrave est le manque de financement des Collectivités Territoriales qui restent tributaires de transferts intergouvernementaux. L'étude de cas pilote se concentrera sur la question de la décentralisation des Services publics et sur la manière de s'assurer qu'elle se produise concrètement, ainsi que sur le financement des gouvernements locaux pour qu'il soit en corrélation avec les compétences transférées.

5.2. La Ville de Manzini, Eswatini.

C'est dans le cadre de la Célébration du 20^{ème} Anniversaire de la Journée Internationale de la Fonction Publique de l'ONU (2003-2023), du Partenariat stratégique entre CGLU Afrique et l'ISP et de ce Programme Pilote que les deux Parties ont décidé de joindre leurs efforts pour célébrer la Journée des Nations Unies dédiée à la Fonction Publique, qui est le 23 Juin de chaque année, proclamée en 2003 par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa Résolution A/RES/57/277. C'est une Journée qui offre une opportunité pour mettre en valeur le rôle de l'administration publique pour le développement et auprès des communautés et surtout pour honorer et célébrer les fonctionnaires (responsables, managers, cadres, agents, employés) du Service Public.

A cette occasion, CGLU Afrique et l'ISP ont l'honneur d'inviter leurs Membres et Partenaires respectifs à une Conférence Virtuelle qui portera sur :

« Célébrer et Honorer les employé(e)s du Secteur des Déchets Ménagers : Apprentissage par les Pairs entre les Maires et les Représentant(e)s des employé(e)s »

Objectif général :

Célébration de la Journée des Nations Unies de la Fonction Publique et honorer le Capital Humain du Secteur de la Gestion des Déchets dans les Villes Africaines.

Partenaires :

- CGLU Afrique à travers son Académie Africaine des Collectivités Territoriales ;
- L'Internationale des Services Publics (ISP) ;
- Les Collectivités Territoriales (Villes/Communes/Municipalités) impliquées dans le Programme Pilote ;
- Les Syndicats et les Représentant(e)s des employé(e)s, en particulier ceux du Secteur des Déchets.

Date et Lieu : Le Lundi 26 Juin 2023 de 14h00 à 17h30 (Heure Locale de Rabat (UTC+1).

Sur la Plateforme Zoom de CGLU Afrique :

Le lien pour s'enregistrer à la Conférence :

<https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZMvcu2hqTlqH9Ln9HS9s7TPme4wAQZRxVv3>

Langues de Travail : Anglais, Arabe, Français et Portugais.

Public Cible :

- Les Représentant(e)s des Gouvernements ;
- Les Représentant(e)s des Collectivités Locales et Régionales ;
- Les Syndicats et les Représentant(e)s des employé(e)s ;
- Les Représentant(e)s des Organisations Internationales ;
- Les Fonctionnaires, Managers et Employé(e)s Territoriaux ;
- Les Acteurs de la Formation et du Renforcement des Capacités (Universités, Écoles, Instituts, Centres de Recherches...) ;
- Les Représentant(e)s du Secteur Privé ;
- Les Représentant(e)s de la Société Civile ;
- Les Etudiant(e)s.

Personnes à Contacter :

Pour CGLU Afrique :	Pour ISP :
<ul style="list-style-type: none">• Dr Najat Zarrouk, Email : Nzarrouk@uclga.org• Mlle Fariath Chabi, Email : fchabi@uclga.org• Mr Koffi Abalo Email : kabalo@uclga.org• Mme Abir Achour Email : aachour@uclga.org• Melle Hala Menkari Email : hmenkari@uclga.org	<ul style="list-style-type: none">- Mme Daria Cibrario Email : daria.cibrario@world-psi.org- Mme Najwa Hanna Email : najwa.hanna@world-psi.org- Mme Charlotte Kalanbani Email : charlotte.kalanbani@world-psi.org

Projet de Programme

Modérateur/ce :

Heure	Activités
13h30	Accueil et installation des Honorables invité(e) et des Participant(e)s
14h00-14h30	<i>Allocutions d'ouverture</i> - Mr Juwang Zhu, Directeur de la Direction des Institutions Publiques et du Gouvernement Numérique, UN-DESA/DIPGD, New York - Mr Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique. - Mr Sani Baba Mohammed, Secrétaire de l'ISP Afrique. - Le Représentant de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (TBC).
14h30-15h00	<i>Propos introductifs :</i> - Pourquoi doit-on célébrer la Journée des Nations Unies de la Fonction Publique en particulier au niveau infranational ? par Dr John Mary Kauzya , Ancien fonctionnaire des Nations Unies, Expert Senior en Administration et Gouvernance Publiques, Ouganda. - Enjeux, défis et opportunités du Secteur de la Gestion des Déchets en Afrique, par (TBC).
15h00-16h15	<i>Moment d'apprentissage par les Pairs entre les Maires et les Syndicats impliqués dans le Programme Pilote de CGLU Afrique et de l'ISP (TBC):</i> 1) Le Conseil Communal de la Ville de Casablanca et l'UMT, Maroc. 2) Le Conseil Municipal d'Abuja - Territoire de la Capitale fédérale et le Syndicat, Nigéria. 3) La Ville de N'Djaména et la Fédération des Syndicats du Secteur Public du Tchad (FSPT), Tchad. 4) La Municipalité d'Ilala & le Syndicat TALGWU, Tanzanie. 5) Le Conseil Municipal de Mazabuka & le Syndicat, Zambie. 6) La Ville de Manzini et un Syndicat, Eswatini.
16h15-16h45	Témoignages des fonctionnaires/employé(e) relevant du Secteur de la Gestion des Déchets (TBC)
16h45-17h15	Questions/Commentaires de la Salle Virtuelle.
17h15-17h30	Mots de clôture et fin de la Conférence Virtuelle.